pour les Sud-Africains, et de rendre compte des résultats de cette étude à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session;

2. *Autorise* le Secrétaire général à créer, s'il le juge souhaitable, un comité composé de pays qui accueillent les réfugiés et d'Etats qui ont apporté une contribution aux programmes d'enseignement et de formation des Nations Unies mentionnés ci-dessus, qui serait chargé de lui donner des avis sur les moyens de développer et d'élargir ces programmes.

1500^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2236 (XXI). Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1705 (XVI) du 19 décembre 1961, par laquelle elle a institué sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies un programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain,

Ayant examiné le rapport que le Secrétaire général a présenté conformément au paragraphe 7 de la résolution 2076 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1965³⁹,

Notant avec satisfaction que des bourses ont été offertes par plusieurs Etats Membres à l'intention d'étudiants du Sud-Ouest africain,

Notant en outre que les bourses offertes par un certain nombre d'Etats concernent également l'enseignement secondaire et professionnel, conformément à l'invitation contenue dans la résolution 1901 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 13 novembre 1963, et la résolution 2076 (XX) de l'Assemblée,

Prenant note des difficultés rencontrées par les personnes résidant dans le Territoire pour tirer profit des avantages offerts par le programme, en particulier pour obtenir les titres de voyage nécessaires à leurs déplacements,

Prenant note des mesures adoptées par le Secrétaire général pour permettre au plus grand nombre possible d'habitants du Sud-Ouest africain de bénéficier du programme,

Prenant note également de l'assistance fournie par les institutions spécialisées pour l'exécution du programme,

1. *Remercie* les Etats Membres qui ont mis des bourses et des allocations de voyage à la disposition d'habitants du Sud-Ouest africain;

2. *Invite* les Etats Membres qui offrent des bourses et ceux qui viendraient à le faire ultérieurement à envisager d'inclure dans leurs offres des bourses d'enseignement secondaire et de formation professionnelle et technique;

3. *Invite en outre* les Etats Membres à examiner avec bienveillance les demandes du Secrétaire général tendant à ce qu'ils accueillent dans leurs écoles secondaires, professionnelles ou techniques des candidats ayant obtenu des bourses au titre du programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain;

4. *Prie une fois de plus* tous les Etats Membres de faciliter de toutes les manières possibles les déplacements des habitants du Sud-Ouest africain qui voudront profiter des moyens d'enseignement offerts par le programme;

³⁹ *Ibid.*, vingt et unième session, Annexes, points 66 et 68 de l'ordre du jour, document A/6463.

5. *Prie* tous les gouvernements intéressés de coopérer avec le Secrétaire général à la mise en œuvre de la présente résolution;

6. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures nécessaires pour permettre au plus grand nombre possible d'habitants du Sud-Ouest africain de profiter du programme;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session.

1500^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2237 (XXI). Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1808 (XVII) du 14 décembre 1962 et 1937 (XVIII) du 16 décembre 1963, par lesquelles elle a institué un programme spécial de formation pour la population autochtone des territoires administrés par le Portugal,

Ayant examiné le rapport que le Secrétaire général a présenté conformément au paragraphe 8 de la résolution 2108 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965⁴⁰,

Notant avec un profond regret que, nonobstant les dispositions du paragraphe 10 de la résolution 1808 (XVII), du paragraphe 8 de la résolution 1973 (XVIII) et du paragraphe 7 de la résolution 2108 (XX), le Gouvernement portugais n'a pas coopéré à la mise en œuvre du programme spécial de formation,

Notant avec satisfaction que des bourses ont été offertes par plusieurs Etats Membres à l'intention d'étudiants de territoires administrés par le Portugal,

Notant en outre que les bourses offertes par un certain nombre d'Etats concernent également l'enseignement secondaire et la formation professionnelle, conformément à l'invitation contenue au paragraphe 4 de la résolution 2108 (XX),

Notant avec satisfaction les mesures prises par le Secrétaire général pour permettre au plus grand nombre possible d'autochtones des territoires administrés par le Portugal de bénéficier du programme spécial de formation, ainsi que les progrès réalisés à cet égard,

Prenant note de l'assistance fournie par les institutions spécialisées pour l'exécution du programme spécial de formation,

1. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre des mesures pour permettre au plus grand nombre possible d'autochtones des territoires administrés par le Portugal de bénéficier du programme spécial de formation;

2. *Invite* les programmes d'assistance technique des Nations Unies et les institutions spécialisées à continuer de coopérer à l'exécution du programme spécial de formation, en offrant toute l'assistance possible, ainsi que les services et ressources qu'ils peuvent fournir, aux bénéficiaires et aux gouvernements participant au programme;

3. *Remercie* les Etats Membres qui ont offert des bourses à des étudiants de territoires administrés par le Portugal;

4. *Invite* les Etats Membres qui ont offert des bourses et ceux qui se proposent de le faire à envisager d'inclure avant tout dans leurs offres des bourses d'en-

⁴⁰ *Ibid.*, document A/6464.

seignement secondaire et de formation professionnelle et technique;

5. *Prie* les Etats Membres de tenir le Secrétaire général informé des bourses offertes et de celles qui ont été attribuées et utilisées;

6. *Prie également* les Etats Membres de faciliter les déplacements des étudiants de territoires administrés par le Portugal qui voudront profiter des moyens de formation qui leur sont offerts;

7. *Prie à nouveau* le Gouvernement portugais de coopérer à la mise en œuvre du programme spécial de formation pour les habitants des territoires qu'il administre;

8. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session.

1500^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2238 (XXI). Question d'Oman

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire d'Oman⁴¹,

Ayant examiné également le rapport du Secrétaire général⁴²,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

Rappelant également ses résolutions 2073 (XX) du 17 décembre 1965 et 2189 (XXI) du 13 décembre 1966,

Ayant entendu les déclarations des pétitionnaires,

Profondément préoccupée par la situation sérieuse et critique découlant de la politique coloniale suivie par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans le territoire,

1. *Approuve* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire d'Oman;

2. *Réaffirme* le droit inaliénable de la population du territoire dans son ensemble à l'autodétermination et à

⁴¹ *Ibid.*, additif au point 23 de l'ordre du jour (A/6300/Rev.1), chap. XIII.

⁴² *Ibid.*, point 70 de l'ordre du jour, document A/6563.

l'indépendance, et reconnaît la légitimité de la lutte qu'elle mène pour obtenir les droits énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

3. *Déplore* le refus du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'appliquer les résolutions 1514 (XV) et 2073 (XX) de l'Assemblée générale;

4. *Déplore en outre* la politique suivie par le Royaume-Uni en installant et en soutenant un régime non représentatif quel qu'il soit dans le territoire, en violation des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

5. *Reconnaît* que les ressources naturelles du territoire appartiennent à la population d'Oman et que les concessions octroyées aux monopoles étrangers sans le consentement de la population constituent une violation des droits de la population du territoire;

6. *Estime* que le maintien de bases militaires, de dépôts et de troupes dans le territoire constitue un obstacle majeur à l'exercice par la population de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et porte atteinte à la paix et à la sécurité dans la région et que leur évacuation immédiate est de ce fait essentielle;

7. *Invite* le Gouvernement du Royaume-Uni à appliquer immédiatement les mesures suivantes dans le territoire:

a) Arrêt de toutes les mesures répressives contre la population du territoire;

b) Retrait des troupes britanniques;

c) Mise en liberté des prisonniers politiques et des détenus politiques et retour dans le territoire des exilés politiques;

d) Elimination de la domination britannique sous quelque forme que ce soit;

8. *Fait appel* à tous les Etats Membres pour qu'ils prêtent toute l'assistance possible à la population du territoire dans la lutte qu'elle mène pour obtenir la liberté et l'indépendance;

9. *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans le territoire;

10. *Prie* le Secrétaire général de prendre, en consultation avec le Comité spécial, des mesures appropriées pour la mise en œuvre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa vingt-deuxième session.

1500^e séance plénière,
20 décembre 1966.

*
*
*

Autres décisions

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

(point 23)

A sa 1500^e séance plénière, le 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a pris acte du consensus relatif aux îles Falkland (Malvinas) tel qu'il est formulé au paragraphe 13 du rapport de la Quatrième Commission⁴³.

⁴³ *Ibid.*, point 23 de l'ordre du jour, document A/6628.